

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Oubli-vol-et-racisme-Les-indiens-du-chaco-argentin>

"Ils nous maltraitent parce que nous sommes pauvres"

Oubli, vol et racisme : Les indiens du chaco argentin

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Date de mise en ligne : lundi 26 juin 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Depuis deux semaines, presque mille indigènes campent sur la place principale de la ville de Resistancia, en attendant d'être reçu par le gouverneur.

Ici, la chronique de la protestation, des manifestations et des témoignages de tobas, wichis et mocovies qui, pour beaucoup d'entre eux, viennent pour la première fois à la capitale de la province. Certains sont arrivés depuis des zones lointaines et leur terre leur manque, mais ils sont décidés à rester jusqu'à ce qu'on écoute leurs revendications.

Tous l'appellent "grand-père", mais il s'appelle Mario Gómez, il a 73 ans, fait plus de 1m80, peau foncée, cheveux noirs peuplés de cheveux blancs ; chemise blanche déchirée, chaussures qui ont fait beaucoup de kilomètres. De grandes mains pleines de cicatrices pour avoir récolté le coton et couper à la hache les quebrachales à 'Pampa del Indio', dans sa ferme, à 250 kilomètres de Resistancia. "Jamais je ne suis venu jusqu'à cette ville, mais l'insulte est trop grande et la terre est en danger. C'est pourquoi nous sommes là", explique-t-il avec patience, entouré de deux de ses quatorze petits-fils, qui écoutent avec attention. Avec des centaines de familles indigènes, il campe depuis treize jours sur la Place du 25 mai, en plein centre de Resistancia et face au siège du Gouvernement provincial, sous des tentes improvisées, fabriquées avec du nylon transparent et des plastiques noirs, en dormant sur de vieilles couvertures ou directement sur l'herbe, à la belle étoile. Pendant le jour, la chaleur les accable. Le froid des nuits les maltraite. La tristesse d'être si loin de leurs cabanes, dans la montagne, les angoisse. Ce sont presque mille tobas, wichi et mocovies de tout âge et de différentes zones points du Chaco. Ils attendent être reçus par le gouverneur du Parti Radical (droite), Roy Abelardo Nikisch, et afin de lui faire parvenir leurs revendications sur les terres, la santé, l'éducation, logement et la non discrimination. Ils assurent que cette fois ils ne repartiront pas les mains vides.

Camper en ville

Resistancia est connue comme la "ville des sculptures". Le Sous-secrétaire du Tourisme se vante qu'il y a en quelque 400 dans tout le centre urbain. Dans les avenues, les rues, squares, ronds-points et places, on trouve des œuvres artistiques des styles les plus divers, tant dans le choix la matière que de la thématique : Hommages à la mère, Dieu, la patrie, les patriotes et à tout ce qui peut être imaginé (y compris un chien vagabond sur lequel a écrit le chanteur Alberto Cortés), mais - dans une province qui compte une présence indienne importante - manquent les sculptures sur le monde indigène.

Sur la Place du 25 mai, la principale de la ville, une statue taille réelle fait hommage à Julio Argentino Roca (militaire auteur du génocide des indigènes, avec comme modèle l'Angleterre et sa méthode de dépeupler les campagnes pour établir des gigantesques propriétés agricoles pour des familles anglaises), promoteur de la « Campagne du 'Désert' ». Une main anonyme a écrit dans sa poitrine "assassin", d'une couleur rouge sang. De petits tobas jouent au football autour. Luis, 11 ans, vit à Castelli - petite ville à l'entrée de la célèbre route « L'Impénétrable » - et il semble avoir identifié l'ennemi : il tape sur une vieille balle, qui frappe Roca dans la tête et fête comme s'il avait marqué un but. C'est un de ces centaines d'enfants qui vivent, avec pères, mères ou des grand-parents, depuis presque deux semaines dans l'attente d'être écoutés par le sord Exécutif provincial. "Ma maison me manque. Je veux y retourner", admet Luis, mais il explique qu'il est là avec sa mère et ses deux soeurs parce que "ils veulent nous sortir de notre terre (ancestrale), ils nous maltraitent, nous combattent parce que nous sommes pauvres".

La place où le campement s'est établi, qui est à une rue du microcentre administratif de la province du Chaco, fait quatre pâtés de maison (4 hectares), une statue de San Martin (Liberateur de l' Argentine, Chili et Perou) se trouve

aux centre des rues diagonales la traversent, des bancs en bois et des fontaines. Gazon impeccable, palmiers, acacias et 'palos borrachos', arbre local symbole du tropique argentin. Un peu plus d'un quart et demi de la place est occupé par les habitants originaires du pays. Il y a des dizaines de tentes improvisées en nylon et autres matières plastiques, de grandes marmites noircies par le feu, où ils cuisinent la torta frita (galette frite) pendant le jour et les ragoûts le soir. Dans des conditions très précaires, des centaines de personnes campent et partagent l'eau, les vêtements et les manques : la nourriture n'est pas suffisante et le bois de chauffage est un bien qui manque dans la ville.

"Nous n'aimons pas être là. Nous y sommes par leur faute et celle des gouvernements précédents, qui se préoccupent seulement de nous au moment des élections. On nous oublie ensuite, cela ne leur importe pas si nous vivons ou mourons. En plus ils nous enlèvent les terres ou font des affaires avec nos notaires", résume Bety Sánchez, de 44 ans, six fils, de grands yeux et un parler décidé. Sa famille a 23 hectares dans lesquels ils cultivent du coton. Il y a trois semaines s'est terminée la mince récolte, à cause de la sécheresse qui a provoqué une année désastreuse. Elle explique que les terres ne sont suffisantes, qu'il n'y a pas des enseignants bilingues pour préserver leur culture et dénonce les chefs d'entreprise du soja : "Ils clôturent toutes les terres fiscales. Et, en plus, quand ils fumigent avec leurs avions ils nous fumigent aussi sur notre tête, ils nous empoisonnent, nous et la terre. Ils sont arrogants, des envahisseurs".

Les pergolas de la place font aussi des lieux d'exposition de vêtements, les jeux de la place sont l'espace pris par les enfants. Des hamacs, toboggans et des rampes sont pleins d'enfants de peau couleur terre, pieds nus. Dans les bancs ou à même le sol, sont les adultes. Des hommes et des femmes qui prennent du maté et attendent des heures interminables en souhaitant qu'arrive l'accord et afin de pouvoir retourner chez eux. Tous les jours, à 20 h, il y a une assemblée de délégués sur la même place. Là, ils décident si l'occupation continue ou si elle est suspendue. Pour le moment, personne ne doute sur la poursuite de la manifestation.

"Nous n'allons pas partir tant que nous ne sommes pas sûrs qu'ils s'occupent de nos revendications. Si nous partons, encore une fois ils auront gagné. Nous ne nous pouvons pas nous en aller", se fâche le grand-père Mario le poing fermé. Il a toujours vécu à la campagne, à Pampas del Indio, terre toba. Entre récolte du coton, culture des pastèques, élevage des animaux et coupe du bois de chauffage comme quand il était jeune. Il reconnaît sa tristesse parce que son chez lui manque, sa cabane dans la montagne, ses 30 hectares et ses chiens, qui sont restés confiés à son petit-fils aîné. "Je n'aime pas être là, nos provinciaux blancs nous regardent d'un oeil mauvais, la journée le temps est très long, mais bon... il ne nous reste pas d'alternative, nous ne supportons déjà pas plus. Je ne veux pas que mes fils et petits-fils soient des journaliers dans des propriétés étrangères et soient exploités (et méprisés) toute leur vie", explique-t-il.

Le Chaco s'auto définit généralement comme une province plurielle et multiethnique. Peut-être que l'exemple de cette pluralité on la trouve dans la rue principale de sa capitale Resistancia, la rue Juan Domingo Perón, qui change de nom au milieu de parcours et elle se transforme en Docteur Arturo Illia (Ex-président de la droite conservatrice). Une autre particularité est que, en marchant par le centre de la ville, on ne trouve pas un seul visage avec des caractéristiques indigènes. Quelques métis et une majorité de blancs : des « madames » habillées à la mode, hommes en costume et cravate, enfants et adolescents avec des uniformes de collèges privés (à l'anglaise) ; beaucoup de voitures dernier modèle, des matés et thermos dans des mains, un trafic impitoyable, peu de hauts bâtiments et beaucoup, beaucoup, de camionnettes qui paraissent come des navires spatiaux. Mais aucun indigène.

Marcelino Alegre lit le journal assis à l'extrémité de la place opposée au campement, sur la rue Santa María de Oro (Sainte Marie de L'Or, tradition espagnole oblige) face à la cathédrale. Il est retraité de la banque, il porte des chaussures, un pantalon couleur kaki et une chemise bleu ciel bien propre. Devant la question du journaliste, il incline la tête, la vue par dessus ses grandes lunettes et il répond ferme : "Ce sont tous des feignants. Ils n'aiment pas travailler. C'est une question culturelle la leur", il assure sans hésiter. "Si je suis allé voir comment vivent-ils ? Pour quoi faire ? Si je sais déjà qu'ils sont un bande des feignants", il réitère.

Ce n'est pas un discours minoritaire à Resistancia. Gerardo González travaille comme chauffeur de taxi depuis cinq ans dans la ville. Mais il est né et a vécu beaucoup de temps à l'intérieur, à Miraflores, zone de L'Impénétrable : "C'est vrai qu'ils vont mal, mais c' est aussi certain qu'il n'aiment pas travailler, ils se contentent du petit sac de provisions que leur donnent les politiqueros". Sans statistique aucune, de bouche à oreille dans le centre de Resistancia on confirme que cette idée a davantage d'adeptes qu'on pense.

Le grand-père Mario Gómez s' indigne devant ces affirmations : "Qu'ils viennent et qu'ils me montrent leurs mains. Je leur montrerai les miennes. Et vous même pourriez vérifier qui a plus le travaillé dans cette vie ", défie le grand-père toba avant de pencher sa tête, de se fâcher pour ces offenses et maudire dans sa langue ancestrale.

En 1995 il existait dans le Chaco 3.9 millions d'hectares de terres fiscales, il en reste aujourd'hui seulement 660 000.

Les Communautés indigènes ont rédigé un document avec neuf revendications, dont la principale entre autres, est la livraison irrégulière de terre depuis de l'explosion de culture du soja. Cette situation s'est aggravée par la discrimination historique faites aux peuples originaires.

Las comunidades indígenas redactaron un documento con nueve reclamos centrales, cuyo principal pedido, entre otros, es la entrega irregular de tierra a partir de la explosión de la soja. Esta situación se agrava por la discriminación histórica de los pueblos originarios.

Dans le Chaco il y a trois peuples originaires : tuba, wichi et mocovi. Des chiffres officiels comptent 60.000 indigènes, mais dans les Communautés ils assurent qu'ils sont beaucoup plus. Face à la du 25 Mai, dans la rue Frondizi (Encore un président d'une droite progressiste cette fois) au numéro 89, il y a un couloir étroit qui mène à trois bureaux blancs aux murs décrépis. C'est le siège de l'Institut de l'Aborigène du Chaco (Idach) - interlocuteur du Gouvernement dans le conflit -. Toutes les organisations qui travaillent avec des indigènes, et les habitants originaires eux-mêmes, reconnaissent que l'Idach a toujours été plus au service du gouverneur que des indigènes. Mais en décembre passé a été élu , par vote indigène, une nouvelle direction ; parmi lesquelles ressortent Orlando Charole et Egidio Díaz, tobas dont la trajectoire combative dans ses Communautés est reconnue.

En el Chaco hay tres pueblos originarios : toba, wichí y mocoví. Cifras oficiales cuentan 60 mil indígenas, pero en las comunidades aseguran que son muchos más. Frente a la Plaza 25 de Mayo, en la calle Frondizi número 89, hay un estrecho pasillo que lleva a tres oficinas blancas de paredes descascaradas. Es la sede del Instituto del Aborigen Chaqueño (Idach) -interlocutor del Gobierno en el conflicto-. Todas las organizaciones que trabajan con indígenas, y los propios pobladores originarios, reconocen que el Idach siempre estuvo más al servicio del gobernador de turno que de los aborígenes. Pero en diciembre pasado fue electo, por votación indígena, un nuevo directorio ; entre quienes sobresalen Orlando Charole y Egidio Díaz, tobas de reconocida trayectoria combativa en sus comunidades.

" c'est un conflit ethnique qui peut exploser à tout moment", il avait signalé Charole pendant la première journée, le 6 juin 2006. Pendant la marche vers la ville, mercredi passé, il a insisté sur trois points d'accord avec le groupe d'organisations à l'origine du campement : "Tant que le gouverneur ne nous reçoit pas tous les délégués, il n'y a pas de négociation possible. La livraison irrégulière de terres est le problème le plus urgent et complexe. Nous resterons dans la place jusqu'à ce qu'il y ait des réponses ".

"Este es un conflicto racial que puede estallar en cualquier momento", había advertido Charole durante la primera jornada, el 6 de junio último. Durante la marcha por la ciudad, el miércoles pasado, remarcó otros tres puntos consensuados con el colectivo de organizaciones que mantienen el acampe : "Hasta que el gobernador no reciba a todos los delegados, no hay negociación posible. La entrega irregular de tierra es el problema más urgente y complejo. Seguiremos en la plaza hasta que haya respuestas".

Depuis l'Unión Campesina (Union Paysanne), organisme conformé par des indigènes et paysans créoles qui sont dans la place, rappellent que "jamais un conflit indigène s'était provincialisé de cette manière, tellement fort", et souligne que la question de fond est "le droit, et la possession, à la terre".

Desde la Unión Campesina, entidad conformada por indígenas y campesinos criollos que están en la plaza, recuerdan que "nunca un conflicto indígena se había provincializado de esta forma, tan fuerte", y subrayan que la cuestión de fondo es "el derecho, y la posesión, a la tierra".

Les Communautés indigènes ont rédigé un document avec neuf points, parmi lesquels sont soulignés : la démission du Maire Heffner, un plus grand budget pour l'Idach, une éducation bilingue et interculturelle, du logement, de la santé, la non discrimination et, le point central et plus problématique, la propriété de la terre, problématique aussi ancienne que les mêmes peuples originaires. Mais qui, dans le Nord argentin, s'est aggravé dans les années 90, quand les compagnies agricoles ont développé des produits susceptibles d'être des semences viables dans des lieux jusqu'à alors défavorables à cause de la chaleur, le manque d'eau et le type de sol. Alors est arrivée la fièvre de soja et la nécessité de se procurer de ces terres, à tout prix (pour les blancs, bien sûr).

(...) Selon la Constitution provinciale, ces terres ont dû être assignées à des occupants traditionnels (aborigènes ou paysans créoles) pour des utilisations familiales, mais ont été vendues à des chefs d'entreprise du bois et du soja. En accord avec la même source, durant les dernières dix années ont disparu entre les 30 et 60 % de la forêt indigène, selon la zone. Une étude du Secrétariat de l'Environnement de la Nation, menée en 2004, alertait déjà sur les éclaircissements par "l'avance de la frontière agricole (plantations de soja) et la coupe de bois sans discrimination". En ce qui concerne le Chaco, le relèvement indique qu'en 1935 il existait 82.000 kilomètres carrés de forêt indigène. En 2004 il n'y en avait que 51.000, avec une tendance marquée à la baisse.

En outre, un récent documentaire TV a montré de manière explicite que le gouvernement provincial a vendu 2.500 hectares dans L'Impénétrable à la dérisoire somme de 0,34 euro l'hectare. Un total de 838 Euros. Le chef d'entreprise l'a ensuite revendu à 647.059 Euros. "Ce rapport a montré de manière très claire ce qu'ici nous savons tous : comment se négocie la terre qui appartient à l'aborigène et au paysan. Cela sans compter la quantité de fois qu'on vend des domaines avec les indigènes eux-mêmes à l'intérieur", affirme German Bournissen, coordinateur de l'Equipo Nacional de la Pastoral Aborigen (Endepa) (Équipe Nationale de la Pastoral Aborigen), organisation qui travaille avec les peuples indigènes.

Le Forum Plurisectoriel pour la Terre du Chaco dénonce trois ventes illégales de terres fiscales : l'entreprise immobilière « Rumbo Norte » a acquis 90000 hectares, « El Colona S.A. 72.000 hts. et « MSU S.A. 60.000 hts., Depuis le Forum demande, avec la participation des peuples indigènes, que soit formée une commission comprenant des députés, des techniciens de l'Institut de Colonisation (organisme officiel que s'occupe des terres fiscales) des délégués des indigènes et diverses ONGs. Sa mission : donner des titres de propriété aux habitants ancestraux, enquêter sur la légalité des ventes des terres sur les quinze dernières années et faire un relèvement des actuelles. En cas des ventes irrégulières déclencher l'expropriation. Et pour finir que les jugements et conclusions rendus para la commission soient exécutoires immédiatement et que le pouvoir politique du Chaco obéisse. Tous affirment que les chercheurs confirmeront la donne illégitime des terres et les énormes arrangements entre hauts fonctionnaires et compagnies nationales et étrangères.

En outre, le Forum Plurisectoriel par la Terre du Chaco dénonce trois cas concrets de vente "hors de la loi" : l'entreprise immobilière Direction Nord a acquis 90 mille hectares, le Colon SA 72 mille, et MSU SA 60 autres mille hectares. Depuis le Forum on demande, avec appui des peuples indigènes, qu'une commission intégrée par des législateurs se conforme, techniciens de l'Institut de Colonisation (l'espace officiel qui s'occupe des terres fiscales), délégués de Communautés aborigènes et organisations non gouvernementales. Sa mission : accorder des titres à des occupants historiques, faire des recherches sur livraison de terres des dernières quinze années et faire un

relèvement de ce qui est actuelles. En cas de ventes irrégulières, il sollicitera son expropriation. Et, finalement, il propose que les jugements et les conclusions atteints par la commission soient astreignants : qui le pouvoir politique chaqueño observe ce que décide le pluriel groupe de secteurs. Tous assurent que les chercheurs confirmeront la livraison frauduleuse de terres et négociés entre des haltes fonctionnaires et de grandes compagnies nationales et étrangères.

Le gouvernement provincial rejette la formation d'une commission d'enquête avec de telles attributions. Les problèmes liés à la location de la terre sont le principal sujet : "Ils font comme si nous n'existons pas".

Membre de la Commission des Terres - organisation formée par des Communautés indigènes - et président du Réseau de Communication Indigène, Milciades Mansilla, a toujours vécu à la campagne, et travaillé sa terre et a eu le titre de propriété qui lui correspond par loi. A 52 ans, huit fils et 18 petits-fils, il cultive le coton depuis qu'il a de la mémoire. Le mois passé s'est terminée sa récolte : il a cultivé trois hectares, mais la sécheresse a diminué sa production : 600 kilos de coton par hectare. Moins de deux tonnes de moins qui, vendues, n'ont pas atteint de quoi couvrir les frais d'exploitation. Il se fâche à cause de "la mauvaise chance" qu'il l'a touchée, mais assure qu'il ne vendra jamais sa terre ; il sait que son destin serait d'aller dans un bidonville de Resistancia ou dans une autre ville. "Les frères qui ont laissé leur terre ont terminé plus mal dans les villes que dans la forêt", assure-t-il. Avec un parler simple, il explique pourquoi la lutte de l'indigène du Chaco a pris une portée provinciale et provoque ses regards d'étonnement dans d'autres provinces. "La clé est que nous cessons d'être séparés. Nous nous rassemblons dans la même lutte et ainsi sommes davantage plus forts", résume-t-il.

Pourquoi le conflit dure ?

D'abord, parce que le gouvernement provincial ne se rend pas compte que nous existons, ils ne s'occupent pas de nous, ils n'écoutent pas nos demandes. Deuxièmement : le conflit existe depuis longtemps dans chaque famille, chaque Communauté, chaque département et jusqu'dans chaque province. Mais tous font comme si nous n'existons pas et que nos revendications n'existent pas. Alors le conflit existe parce qu'il y a une injustice que nous ne voulons plus supporter.

Quelles sont les principales demandes ?

Santé, éducation, logement, travail, aide pour pouvoir produire, la discrimination et le sujet de la terre, qui est compliqué parce qu'il y a beaucoup de chefs d'entreprise puissants au milieu. Ils ont de l'argent et c'est pourquoi ils ont des terres. Tout est très compliqué : les terres fiscales doivent être pour les familles indigènes et campagnardes, mais ils les ont données à des chefs d'entreprise de riches provinces comme Cordoba et Buenos Aires pour cultiver le soja (transgénique de Monsanto), qui est une peste, ou pour couper du bois. Des deux manières ils nous ruinent la forêt, qui est là où nous vivons. Et il y a aussi des cas de chefs d'entreprise qui achètent des terres avec nous dessus, comme si nous étions une bestiole de plus à eux leur appartenant.

Jusqu'à quand camperont-ils sur la place ?

Jusqu'à ce que le gouverneur veuille recevoir les dirigeants de l'Idach et les indigènes délégués, venus jusque là avec ses Communautés. Quand il nous recevra et qu'il nous donnera une réponse, nous déciderons à ce moment quoi faire. Pour le moment, il ne veut pas nous écouter, mais il devra nous voir parce que nous continuerons là à réclamer notre du.

L'origine du conflit actuel

Le conflit dans le Chaco a commencé au début du mois de mai dernier. Après l'inondation de la zone de Villa Rio Bermejito (à 320 kilomètres au nord-ouest de Résistencia), sont arrivés nourriture et vêtements pour être distribués

entre les victimes, dans leur majorité indigènes. Il y a ensuite eu des accusations de livraison clientéliste, des donations et la démission du maire, Lorenzo Heffner, a été demandée, il est aussi accusé de pratiques racistes récurrentes envers les indigènes. Les routes ont été bloquées, se sont ajoutées les revendications historiques des indigènes (éducation, santé, logement, non discrimination, terres) et ils ont commencé une marche vers Resistencia pour rencontrer le gouverneur, qui jusque là refusait alors de les recevoir. Le 6 juin dernier ils sont arrivés face à la Maison de Gouvernement et ils ont été reçus avec Nikisch, mais la rencontre a échoué parce que l'Exécutif provincial n'a pas accepté qu'y prennent part une vingtaine d'aborigènes délégués qui sont arrivés à la ville avec leurs Communautés. Ils acceptaient seulement de dialoguer avec le directeur de l'Institut de l'Aborigène du Chaco. De l'échec de la rencontre, est né le campement dans la place.

Par Darío Aranda

Página 12. Resistencia, Chaco, Argentina.

Lundi, 19 juin 2006

Traduction par El Correo par Estelle et Carlos Debiasi